

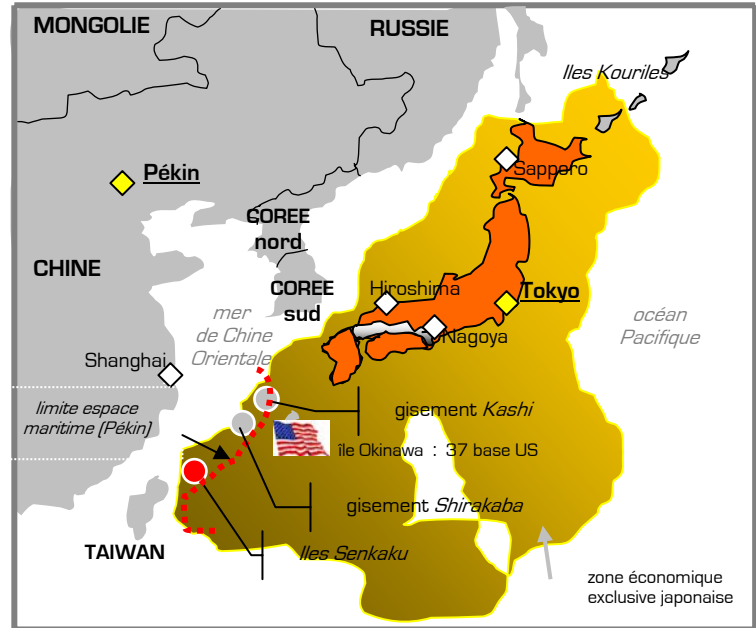
Japon 2007 : ambitions retrouvées [1/2]

Vers un beau pays (Towards a beautiful country). Tout un programme. Le titre du prochain ouvrage (parution au printemps) du Premier ministre nippon, Shinzo Abe, donne le ton. Les observateurs, alliés ou partenaires, détracteurs ou perplexes, sont prévenus : sur le fébrile théâtre régional comme sur la scène internationale au sens large, le Japon des temps prochains sera plus présent, plus fier et plus déterminé ; au premier rang ou nulle part ; quitte à déplaire, sans nécessairement, bienséance nippone oblige, avoir à en découdre.

En adoptant mi-décembre 2006 deux textes législatifs de portée majeure, le « jeune » gouvernement (en poste depuis sept. 06) du « jeune » Premier ministre Shinzo Abe (52 ans), malmené par des affaires internes (corruption ; démissions) et une chute dans les sondages, reprend la main et fait valoir son ascendance nationaliste : dès janvier 2007 et pour la première fois depuis la fin du second conflit mondial, le Japon disposera d'un véritable ministère de la Défense, en lieu et place de son agence de Défense. Un ministère de la défense qui veillera notamment à engager plus sereinement (et légalement) ses *Forces d'Autodéfense* (appellation officielle) dans des opérations à l'étranger, au-delà donc des strictes critères de l'autodéfense. Enrôlées dans ce type d'interventions – fût-ce au niveau logistique ou en soutien – depuis 1992 (Cambodge ; océan Indien ; Irak) au prix de bien des contorsions constitutionnelles, les militaires japonais devraient donc désormais porter plus haut, plus loin et plus souvent l'étendard de l'archipel ; une satisfaction pour les nationalistes, soucieux ces dernières années de la montée en puissance (politique, diplomatique, économique et militaire) du voisin chinois et des incartades à répétition de la Corée du nord, dont les sentiments anti-nippons et la maîtrise militaire de l'atome (1^{er} essai atomique le 09.10.06) sont avérés.

En dépit de la récente visite (octobre 06) de S. Abe à Pékin et Séoul – chantres, avec Pyongyang, de la méfiance à l'égard de Tokyo – au lendemain de sa nomination et du franchissement du seuil nucléaire par Pyongyang, les sentiments anti-japonais demeurent à fleur de peau : dans un même élan de condamnation, Chinois et Coréens ne cessent de reprocher à Tokyo – plus de 60 ans après les (mé)faits – l'insuffisance de sa repentance pour les dommages causés lors de la 2^{ème} guerre mondiale. Une irritation puisant dans les visites répétées du prédécesseur de S. Abe, le flamboyant (et pro-américain) Junichiro Koizumi, au controversé sanctuaire shintoïste Yasukuni (honorant les victimes des conflits, dont des criminels de guerre), dans divers contentieux maritimes ou d'accès aux ressources naturelles (pêche ; hydrocarbures), ou encore dans une lecture divergente du contenu des livres d'histoire, pour ne citer que quelques points d'achoppement. Ce, alors que paradoxalement, les échanges commerciaux atteignent des volumes considérables (commerce sino-nippon > à 200 milliards \$).

Des sensibilités régionales que la réforme de l'éducation, adoptée également mi-décembre par le Sénat japonais, ne devrait pas apaiser ; en effet, le patriotisme, notion mise entre parenthèses dans le Japon post 1945, revient en



Repères



Régime	monarchie constitutionnelle
Capitale	Tokyo
Territoire	378 000 km²
Population	127 millions
PIB / capita (2006)	31 200 euros
Croissance économique (2005)	+ 2,2 %
1 ^{er} Ministre (depuis 2006)	Shinzo Abe
Armée (forces d'autodéfense)	240 000 hommes 16 sous-marins ; 300 avions
Dépenses militaires (2005)	1% du PIB
Présence militaire étrangère	50 000 soldats américains 89 bases dans le pays
Résidents français au Japon	8 000

Chronologie

- 1894 : 1^{ère} guerre sino-japonaise initiée par Tokyo
- 1895 : Pékin cède Taïwan à Tokyo
- 1910 : annexion de la Corée par le Japon
- 1931 : invasion de la Mandchourie
- 1936 : pacte avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste
- 1937 : seconde guerre sino-japonaise ; massacre de Nangqing
- 1941 : attaque de Pearl Harbor
- 1945 : bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki
- 1952 : le Japon recouvre son indépendance
- 1997 : début d'un cycle de récession économique
- 2001 : tensions avec Pékin (commerce ; sanctuaire Yasukuni)
- 2004 : déploiement de troupe en Irak (soutien logistique)
- 2005 : crispation diplomatique avec Pékin
- 2006 sept. : nomination du Premier ministre Shinzo Abe
- 2006 oct. : 1^{er} essai nucléaire nord-coréen
- 2006 déc. : création d'un Ministère de la défense

Japon 2007 : ambitions retrouvées (2/2)

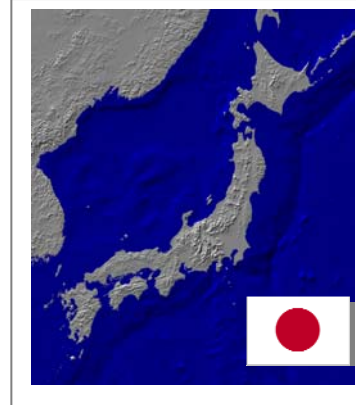
force : son enseignement sera à nouveau dispensé dans les écoles. Il apparaît peu probable que Pékin, Séoul ou encore Pyongyang goûtent avec le même enthousiasme cette « *attitude de respect de la tradition et de la culture, d'amour pour la nation et la terre qui nous a élevés...* ».

En vérité, peu importe au gouvernement Abe et ses *faucons* (cf. Aso Taro, ministre des Affaires étrangères) ; le Japon 2007 entend faire valoir ses points forts (2^{ème} puissance économique ; 5^{ème} budget militaire ; allié des Etats-Unis ; démocratie), retrouver sa fierté, émoussée par l'irrésistible croissance de la Chine et une décennie 90 délicate en termes économiques. Tokyo n'aura ainsi cessé de redevenir une puissance « normale », en recouvrant notamment l'usage plein et entier de ses attributs militaires (de *vraies* forces armées non plus uniquement dévolues à l'autodéfense), amputés par la Constitution « pacifiste » rédigée en 1947 ... par des juristes américains ; un exercice qui passerait soit par un amendement constitutionnel (dispositions de l'article 9), question faisant actuellement l'objet d'un vif débat national, soit, comme le réclame les segments nationalistes de la société, par la rédaction d'une nouvelle Constitution ... par des plumes nipponnes.

Dans l'archipel comme ailleurs, on peut faire montre de fierté nationale, accepter les compétitions régionales, sans nécessairement verser dans la surenchère martiale ; tout particulièrement chez la seule nation au monde à avoir subi les foudres de l'atome. En Asie Orientale, divers observateurs relèvent pourtant avec appréhension l'actualité de la question nucléaire, dans son acception militaire, dans le débat national ; pas plus à Tokyo qu'ailleurs, évoquer un principe implique de le transcrire dans les faits. En effet, les derniers sondages effectués fin 2006 dans l'archipel montrent que 8 Japonais sur 10 demeurent acquis à la philosophie du *triple non nucléaire* : non au développement de l'arme atomique, non à sa possession, non à sa présence sur le sol japonais. Une position interdisant à ses dirigeants – allié stratégique de Washington, le pays bénéficie du parapluie nucléaire américain et de la présence de 50 000 GI – tout aventurisme précipité sur le sujet, quand bien même la menace nord-coréenne (le Japon participe aux *pourparlers à six* sur la question nucléaire nord-coréenne) planerait théoriquement sur les 128 millions de Japonais. Soucieux d'éviter une marginalisation internationale pareille à celle frappant Pyongyang, le gouvernement nippon, aussi nationaliste qu'il soit, saura se garder d'un tel faux pas.

Adoubé par Washington qui souhaite voir son allié en Asie-Pacifique faire poids à l'*Empire du Milieu* et s'investir significativement au-delà de la seule Asie orientale, Tokyo, son gouvernement au discours musclé, son aisance économique retrouvée et sa population avide de fierté et de reconnaissance, annonce donc son retour, ou plutôt son renouveau. Confiant dans sa capacité à conserver (à défaut de reprendre) ses « parts de marché » en Asie (mais également en Afrique ou au Moyen-Orient) et à proposer, en s'adossant à d'autres nations asiatiques (Inde), une alternative au puissant train chinois, le *beau pays* aux 4 000 îles sera à n'en guère douter un acteur international avec lequel il faudra d'avantage compter dans la décennie à venir ; au risque de susciter quelque émoi dans la région.

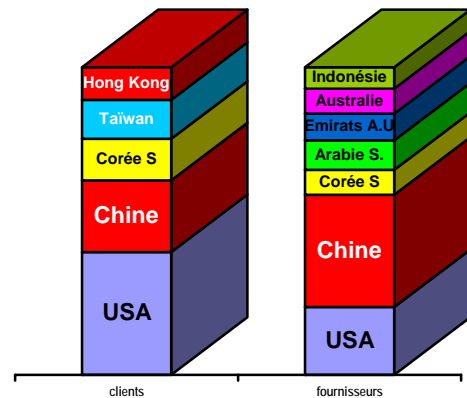
Olivier Guillard
Directeur de Recherches ASIE



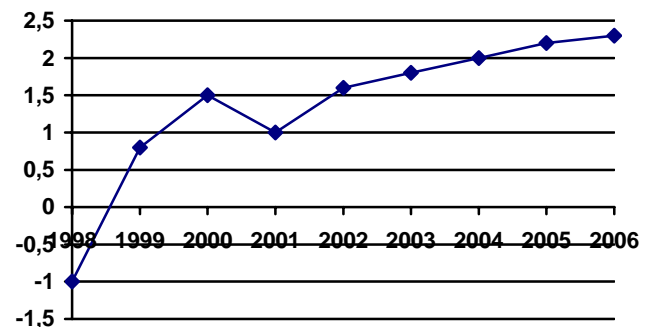
2^{ème} PIB mondial (4 800 milliards \$)
2^{ème} réserve de change (> 900 milliards \$)
Excédent commercial (110 milliards \$)
5^{ème} budget militaire (48 milliards \$)
Population en baisse depuis 2005
20 % de la population a plus de 65 ans

La Chine, 1^{er} partenaire commercial du Japon

Principaux clients et fournisseurs de l'archipel (en %)



Japon et croissance économique (en %) [1998-2006]



L'article 9, base du Pacifisme constitutionnel japonais

Alinéa 1) *Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur l'ordre et la justice, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation et à la menace ou l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux.*

Alinéa 2) *Afin d'atteindre le but de l'alinéa précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales ou aériennes ou tout autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu.*